

Rencontres du Mont Blanc « Américas »

Carthagène des indes

Passer de 4807 mètres à 0 mètres ou de Chamonix-Mont-Blanc à Carthagène des Indes, voilà bien une particularité de ces Rencontres du Mont-Blanc « Américas ».

Mais cette particularité n'est qu'un épiphénomène face au contenu de deux jours intenses, mardi 18 et mercredi 19 octobre, qui ont permis de se retrouver, pour multiples acteurs de l'ESS venant de tous les continents, afin de travailler ensemble sur « L'économie sociale et solidaire de solutions locales à internationales dans un monde en transformation ».

Et la richesse des échanges a montré combien, dans chaque pays, des initiatives nouvelles ou déjà affirmées étaient et sont toujours porteuses de nouvelles formes de relations humaines, de nouvelles actions solidaires et sociales, de nouveaux partenariats, de nouvelles pratiques entrepreneuriales, bref de nouvelles réponses face à un monde en mutation, participant ainsi à un renouveau d'un système économique à repenser et à revoir.

Nous présentons, volontairement, les séances plénières ou les conférences, sachant que des ateliers se sont déroulés en parallèle, riches d'échanges et de réflexions, mais dont il serait, ici, difficile de faire une synthèse.

Mardi 18 octobre 2022

Après un « long tunnel » de déclarations officielles (ouvert par Elisa Torrenegra, Coprésidente d'ESS Forum International, Colombie), sans doute nécessaires, mais qui mériteraient plus de concision, la « table des autorités » (première table ronde) portant sur « l'économie sociale et solidaire, de solutions locales à internationales dans un monde en transformation dans le cadre des objectifs de développement durable de l'agenda 2030 » a donné l'occasion de mesurer les convergences et les différences pouvant exister entre des pays des continents sud-américain (Équateur, Mexique, Uruguay) et européen (Espagne, Portugal).

La présence de l'ESS est forte dans certains et structurante pour l'économie générale de ces pays, donnant le sentiment de « tirer » l'économie en général, tandis que dans d'autres, elle est encore considérée comme un secteur (nous avons entendu parler du « tiers secteur », appellation que nous refusons de plus en plus dans la présentation de l'ESS tant cela contingente les entreprises dans un périmètre enfermant ne donnant pas l'occasion d'être un acteur à part entière de l'économie d'un pays).

L'internationalisation de l'ESS dans le cadre de l'agenda 2030 de l'ONU

La première conférence plénière sur « l'internationalisation de l'ESS dans le cadre de l'agenda 2030 de l'ONU » modérée par Alain Coheur en tant que co-président d'ESS forum international, a donné l'occasion de mesurer les différences d'approches des différents pays et des différentes têtes de réseaux des organisations (UNTFSSSE, ACI, AIM) mais surtout de comprendre que chacun voulait que nous soyons plus proches, plus en phase pour construire ensemble, autour des objectifs de développement durable, une véritable politique porteuse d'une ESS vivante et offensive.

Mais cela n'empêchait pas les différents intervenants de souligner les avancées que chacun de leurs pays ou organisations pouvaient avoir réalisé ou voulait promouvoir.

Ainsi, pour Arnaud Boulanger (Adjoint au chef du pôle Économie sociale et solidaire et investissements d'impact (PESSII), en charge de l'initiative Pact for Impact), la France est dans une diplomatie de conviction pour l'ESS, ainsi que le soulignait Marlène Schiappa lors de la présentation de sa feuille de route présentée il y a un mois. Pour lui, la France a fait avancer l'ESS sur le plan de sa définition, sur le plan juridique et économique, sur les outils du développement des entreprises (fiscalité, finances). Et elle va émettre une recommandation cadre dans la proposition « pact for impact » en appelant à une alliance mondiale en faveur de l'ESS qui réunirait les acteurs de la société civile et les États.

Bruno Roelants (Directeur Général de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI).) rappelle que si l'ESS est une économie composée d'acteurs avec leurs standards, leurs logiques, leurs conventions, il faut absolument développer les partenariats pour créer des alliances et des partages, ce que rappelle Sybille Reichert (Directrice de l'Association Internationale de la Mutualité (AIM)) en appelant à changer de paradigme.

Au terme de ces différentes interventions, il est évident que les acteurs de l'ESS considèrent que, plus que jamais, il est nécessaire de participer à un engagement commun d'actions d'influence auprès des instances internationales.

Il est donc décidé de poursuivre la démarche de contacter les différents réseaux dans les différents continents et pays pour faire avancer l'ESS en sortant des îlots. Il faut promouvoir le modèle de l'ESS, s'inspirer du plan d'action de l'union européenne pour coordonner notre lobby. Et particulièrement d'être présents à la Conférence de Charm el-Cheikh de 2022 sur les changements climatiques, dite COP 27.

Les solutions locales de l'ESS

Cette première conférence plénière est suivie d'une seconde portant sur « les solutions locales de l'ESS ». Finies les grandes idées, de l'action !

Le dynamisme d'Aminata Diop (Directrice générale du Fonds de développement et de solidarité des communes, Mairie de Dakar, Sénégal) nous fait mesurer le travail que peuvent accomplir les acteurs de l'ESS et les collectivités locales, ensemble, dans des territoires communs pour développer les actions communes pouvant servir à tous et en promouvant des approches permettant le développement d'initiatives liées aux besoins repérés dans ces territoires.

En partant de son expérience, elle propose d'inciter les pays à avoir un plan de développement de l'ESS et demande aux collectivités locales de mettre en place des dispositifs pour promouvoir et développer l'ESS.

L'approche proposée par Stéphane Pfeiffer (Adjoint au maire de Bordeaux, chargé du logement, de l'emploi, de l'ESS et des formes économiques innovantes, Bordeaux, France), intervenant au titre du GSEF insiste sur trois actions particulières dans le cadre de la dynamique engagée par sa ville pour l'ESS :

- Création d'une école des cadres de l'ESS à Bordeaux
- Projet de recherche universitaire sur l'économie informelle en comparant d'autres pays avec un quartier sensible de Bordeaux
- Insister sur le fait de faire confiance aux habitants puis leur donner les moyens d'agir au point de vue financier et technique.

Garry Lavoie (Président - Caisse d'économie Desjardins, Québec, Canada) et Adolfo Leon Rengifo (Secrétaire technique, Conseil pour la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire d'Antioquia (COPRODES), Colombie) ont apporté, respectivement, des exemples de ce que leurs institutions pouvaient faire pour favoriser le développement des entreprises, initiatives et actions de l'ESS dans les territoires de leurs pays.

Au-delà de ces présentations évidemment ancrées dans les cultures de chacun des pays, il ressort une forte volonté d'agir autrement, de mener une nouvelle forme de développement économique et social et de le faire avec les citoyens.

L'implication forte de ceux qui sont à la fois acteurs, initiateurs, consommateurs, producteurs de biens et de services donne une dimension supplémentaire à la création d'activités inscrites dans le développement local.

Cela nécessite que les clans, les ilots, les égos même, soient oubliés pour concourir à une vision commune et partagée pour le développement. Il y a encore du chemin à parcourir !

Mercredi 19 octobre

Cette seconde journée était essentiellement destinée à présenter la « DECLARATION DE CARTHAGENE », lue par la présidente de l'organisation des RMB Américas (<https://www.essforuminternational.com/wp-content/uploads/2022/10/declaration-carthogene-indes.pdf>).

Les thèmes sur lesquels l'ensemble des membres et des organisations présents lors des Rencontres du Mont-Blanc « Américas » montrent la volonté de tous pour que l'ESS occupe pleinement sa place pour l'avenir : « ... *Ayant en référence les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 mais également persuadés que **l'émergence de l'économie sociale et solidaire ne peut se faire sans un changement de paradigme politique, économique, social, culturel et d'éducation**, nous avons structuré nos réflexions autour de 10 thèmes pour lesquels des actions peuvent être mise en œuvre pour affirmer la place de l'ESS dans des domaines essentiels pour la société de demain :*

- *L'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie*
- *L'intégration de la perspective de genre,*
- *L'amélioration des modes de production durable, de distribution et de consommation des denrées alimentaires*
- *La protection des biens publics et communs*
- *L'utilisation des outils numériques dans une forme humaine, durable et éthique*
- *Des pratiques de production et de consommation qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques*
- *Un système financier plus stable, résilient et démocratique*

- *L'amélioration de la qualité et la quantité des emplois*
- *L'accès à un logement décent*
- *L'accès à des soins de santé de qualité*
- *L'adoption de politiques publiques plus efficaces du local à l'international*

Nous sommes conscients que ces domaines ne couvrent qu'une partie d'un vaste chantier.

Plus d'un milliard de personnes bénéficient actuellement de services fournis par des entités faisant partie de la mouvance de l'ESS. Nous sommes prêts à amplifier le nombre et la qualité des services que l'ESS leur donne ainsi que le nombre de bénéficiaires. Il s'agit à la fois d'étendre la justice sociale et de retrouver le chemin de la durabilité environnementale. Faire grandir l'ESS c'est contribuer à garantir un avenir aux 3,2 milliards de jeunes de moins de 24 ans ! »

En clôture de ces travaux, une intervention de la ministre colombienne du travail : Gloria Inés Ramirez Rios est essentiellement orientée vers les participants colombiens et une présentation des politiques favorables au développement de l'ESS.

Marlène Schiappa est ensuite intervenue en visioconférence pour nous dire sa certitude que les 10 propositions de la déclaration de Carthagène vont faire évoluer l'ESS de demain pour défendre un modèle collectif et durable

Elle souligne l'importance des 3 résolutions adoptées par l'OCDE, l'OIT, et prochainement par l'ONU qui montrent la prise en considération de l'ESS au plan international.

Elle veut mener la diplomatie de l'ESS pour que la France agisse et pèse dans toutes les instances internationales. Pour cela elle considère que le programme « pact for impact » doit permettre d'apporter une définition internationale et consensuelle.

Il convient de veiller que le portage de l'ESS se fasse aussi en Afrique, en Asie, dans le monde anglo-saxon et pas seulement l'Europe et les pays sud-américains

Elle se propose donc d'œuvrer par un suivi du projet d'adoption par les Nations Unies et nous donne rendez-vous à cette fin à New-York en mars prochain.

Alain Arnaud, en tant que représentant du CIRIEC International intervient ensuite en saluant la qualité des travaux menés au cours de ces Rencontres et la dimension historique de la Déclaration finale qui fixe une feuille de route très riche. Il faut maintenant la porter et concrétiser les actions préconisées pour contribuer à garantir un avenir désirable à une jeunesse mondiale qui, si nous ne faisons rien, sera victime des conséquences nocives du modèle de développement actuel.

Il met en évidence trois mots-clés, trois dimensions qui lui paraissent essentielles pour permettre de renforcer le développement et le rayonnement de l'ESS dans le monde : l'éducation, l'exemplarité et le rapport de forces. L'objectif est de faire en sorte que cette autre économie puisse prendre plus de place dans le développement économique et social, et qu'à tout le moins ses valeurs et ses principes puissent devenir la référence du modèle économique du XXIème siècle. Il assure que le CIRIEC sera pour cela aux côtés de ESS Forum International.

Au terme de ces deux journées intenses, je soulignerai deux réflexions pour l'avenir :

- Ces deux journées ont permis à toutes les représentations de l'ESS de s'exprimer, tant du point de vue des représentants politiques que de ceux des organisations nationales, européennes ou internationales, mais le secteur associatif était totalement absent. Comment peut-on, dans une telle manifestation n'avoir aucune représentation des associations alors qu'elles sont le cœur de l'ESS (en France, près de 80% des entreprises de l'ESS) ?
- Ces deux jours ont vraiment été un moment de rencontre entre les représentants de toutes les organisations, chacune disant sa volonté d'aller plus loin, ensemble. Si l'existence de structures sectorielles est une évidence, la défense de l'ESS et l'avancée de ce que nous croyons et défendons nécessite un rapprochement plus fort et plus constant.

Le représentant de l'État colombien soulignant, à ce propos que « l'ESS est un langage qui doit changer le monde » et qu'« Être ensemble est une réussite, travailler ensemble est un succès ». Il ne suffit pas de mots, il faut des actes et, reprenant les mots de Pepe Mujica (président de la République de l'Uruguay de 2010 à 2015), travaillons ensemble en n'étant « ni poète, ni exploitateur ».

Le développement de l'ESS passe par notre conviction que nous pouvons agir ensemble. Le chemin est encore long.

Jean-Louis CABRESPINES